



HAL
open science

Introduction

Valery Kossov, Damien Morier-Genoud, Zakaria Taha

► **To cite this version:**

Valery Kossov, Damien Morier-Genoud, Zakaria Taha. Introduction. La légitimation du politique: histoire, mémoire, pouvoir., Broché, pp.17-30, 2023, 978-2-493575-19-7. hal-04313390

HAL Id: hal-04313390

<https://hal.science/hal-04313390>

Submitted on 29 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Introduction

Valéry Kossov, Damien Morier-Genoud et Zakaria Taha

Toute entreprise de légitimation du politique qui chercherait à disjoindre ces dimensions de l'expérience humaine que sont l'histoire, la mémoire et le pouvoir ne serait-elle pas vouée à l'échec ? C'est de cette intuition sous forme d'interrogation – et de la curiosité d'en vérifier le bien-fondé – qu'est née l'ambition de réunir dans les pages qui suivent les travaux qui donnent corps au présent volume. Plus en amont se situait un questionnement, et ce constat en creux : d'où vient le besoin si impérieux que nous avons de toujours légitimer ce que nous disons et faisons en politique ? Comment expliquer, en l'occurrence, cette peur implicite et latente de voir sombrer nos intentions dans l'absurde, dans l'idiotie voire l'ineptie ? À y méditer de plus près, il nous est apparu que, parce qu'elles regroupent des êtres de langage qu'elles font coexister entre eux, nos sociétés sont nécessairement animées par une quête de sens. Or aucune d'entre elles ne peut s'affranchir d'une réflexion sur l'histoire, la mémoire et le pouvoir, ces trois pôles irréductibles de sa condition qui, se répondant l'un l'autre, lui dictent ses choix.

Narrativité du pouvoir et pouvoir de l'histoire

Si l'histoire nous donne à voir les formes que revêt le pouvoir en des temps et en des lieux différents, le pouvoir nous dit aussi que c'est dans l'histoire qu'il puise les ressorts de sa légitimité. Toute instance de régulation, de contrôle ou d'orientation du devenir politique et social prend racine dans une lecture, une mémoire et une vision particulières de l'histoire. C'est dans cet enracinement que le pouvoir, quels que soient les acteurs qui l'exercent, les personnes ou les institutions qui l'incarnent, trouve sa sanction symbolique et morale, c'est-à-dire l'approbation qui le rend exécutoire et légitime. Car si le pouvoir s'exerce *sur* les hommes et les femmes, il n'en émane pas moins *des* hommes et *des* femmes – plus souvent des premiers que des secondes, il faut bien le reconnaître. À l'image de sa cible et de sa source, en tant que sujet et acteur de l'histoire, il ne peut échapper à une mise en intrigue de lui-même, conditionné qu'il est par la nécessité de se comprendre dans l'espace et le temps, d'y circonscrire l'étendue et la continuité de son action. Ce faisant, il se donne à lui-même « comme lecteur et comme scripteur de sa propre vie », pourrait-on dire en écho à Ricœur. Ainsi, les logiques de légitimation ou de délégitimation du pouvoir participent et procèdent toujours d'une tentative de compréhension narrative. Elles reposent sur le fil conducteur des récits, des mémoires et représentations de l'histoire que les acteurs ou les détracteurs du pouvoir invoquent pour relater, expliquer, justifier le sens qu'ils donnent à leur action dans le temps. Ce rapport à l'histoire apparaît tel le principe de commandement sur lequel se règlent leur engagement et leur volonté de dire et d'agir dans le présent, et pour l'avenir.

Les modèles politiques en question

C'est ainsi que l'invocation d'une mémoire particulière de l'histoire est toujours mise au service d'une certaine idée de la nation, tournée vers l'avenir ou vers la tradition, enracinée ou réenracinée¹. Ce procédé d'instrumentalisation des représentations de l'histoire permet de

¹ HARTOG François, REVEL Jacques (dir.), *Les Usages politiques de l'histoire*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2001.

façonner des identités nationales conformes aux modèles dont les pouvoirs en place se réclament. Il peut s'avérer être une arme redoutable pour légitimer la pérennité de régimes sans véritable opposition ni possible alternance politique. Dans ce cas, il n'a généralement pas d'autre visée que de renforcer la légitimité de tel dirigeant ou de telle organisation en quête d'un pouvoir sans partage. C'est également ce recours au passé qui apparaît comme le socle commun des discours légitimant la souveraineté nationale ou la puissance de l'État. Dans le discours souverainiste des régimes autoritaires, la défense de caractéristiques nationales enracinées dans une tradition propre cherche de façon subséquente à saper, au nom de la relativité culturelle, tout sentiment d'adhésion aux valeurs universelles, suspectées de vouloir faire le jeu de puissances étrangères perçues comme culturellement et politiquement hostiles.

La montée du phénomène mémoriel

La seconde moitié du XX^e siècle, marquée par l'irrésistible montée du phénomène mémoriel, ouvre ce que l'historien Pierre Nora a baptisé l'« ère de la commémoration ». Alors que l'avènement d'une histoire professionnelle au milieu du XIX^e siècle signalait l'assimilation de la mémoire par l'histoire – la critique historique se posant en garante scientifique d'une mémoire nationale dont elle contrôlait les écarts – l'affirmation de la mémoire au lendemain de la Seconde Guerre mondiale a fini par désolidariser les deux notions entre elles, tout en introduisant une rupture dans la conception même de la connaissance historique. Cette rupture, d'autant plus importante qu'elle n'a pas été le fait des historiens eux-mêmes, a ainsi valu à la mémoire de devenir non seulement un objet de recherche en histoire, mais de s'imposer aussi parfois comme un autre discours, comme une autre représentation possible du passé, concurrente de l'histoire elle-même. Et pourtant, par-delà cette disjonction et cette atomisation des discours, l'histoire et la mémoire semblent toujours devoir se confondre dans ce dénominateur commun que sont les stratégies et les enjeux de pouvoir qu'elles recèlent². Comme le montrent les différents chapitres de cet ouvrage, l'une et l'autre ont souvent vocation à pourvoir l'identité collective d'un représentant capable de l'incarner³. Mais elles peuvent aussi s'imposer comme un outil d'émancipation, un instrument de compréhension et de représentation du passé à la faveur duquel un groupe social (ou une communauté d'intérêts) se libère d'une forme d'oppression politique et culturelle entretenue dans le présent par un récit historique imposé, un récit qui le dépossède de son vécu, de ses traditions et de ses mémoires propres.

Pouvoir des histoires, pouvoir des mémoires

Par conséquent, l'historiographie se doit désormais de rechercher dans quelles conditions et sous quelles formes la pensée collective et les individus dialoguent avec ce qu'ils retiennent de leur histoire. Il lui faut examiner dans quel contexte les acteurs sociaux ne voient plus seulement leur histoire comme un héritage latent, figé dans une tradition et des institutions, mais aussi comme un outil leur permettant d'agir sur le présent et de le transformer. Une historiographie prenant pour objet les mémoires par lesquelles sont traversées les sociétés relève d'un savoir qui saisit cet objet-là comme autant de processus de reconstruction et de remaniement des représentations du passé par des groupes humains, à partir de leurs besoins du présent. À cet égard, le travail d'un historien tend aujourd'hui à proscrire tout effet de sacralisation d'un récit

² MISKIMMON Alister, O'LOUGHLIN Ben, ROSELLE Laura, *Strategic Narratives: Communication Power and the New World Order*, London, Routledge, 2014.

³ MARIN Louis, *Des pouvoirs de l'image. Gloses*, Paris, Éditions du Seuil, 1993.

national qui ne tiendrait pas compte des phénomènes de pluralisation de la mémoire collective, et ne voudrait en retenir que la régulation étatique. Il tient désormais pour acquis le fait que les discours officiels sur l'histoire inscrits dans les politiques de la mémoire suscitent, en contrepoint, l'émergence de discours alternatifs qui émanent d'acteurs non-étatiques (milieux associatifs et culturels, organisations issues de la société civile, médias indépendants, réseaux sociaux, communautés du Web, etc.). Antagonistes ou complémentaires dans leurs objectifs de légitimation ou de délégitimation du politique, ces deux types de discours n'en présentent pas moins souvent des similitudes dans le choix des outils et des procédés dont ils usent pour promouvoir des modèles ou des projets politiques décrétés légitimes, en inscrivant leur engagement dans la dimension proprement discursive et narrative, voire artistique.

Le politique à l'épreuve de l'art et du littéraire

Les constructions mémorielles ne conservent jamais le passé comme tel, et l'histoire vécue se distingue de la mémoire reconstruite par le biais des souvenirs et de l'imagination. L'activation de la mémoire, qu'elle soit individuelle, collective ou générationnelle, fait appel à différentes formes de créativité, notamment dans le domaine littéraire, un espace qui tend à transformer et à transcender les représentations mémorielles dominantes. Les arts, la littérature et la culture, par le regard réflexif qu'ils portent sur les périodes et les événements historiques, restructurent l'ensemble social selon des principes et des finalités qui échappent en grande partie au politique. Ainsi, au fil des siècles, la mémoire reconstruite dans les discours artistique, littéraire et culturel s'est-elle progressivement ouverte à l'expression de l'individuel et du subjectif. Les phénomènes de légitimation et de délégitimation du politique peuvent dès lors apparaître aussi bien comme l'objectif du processus de création – lorsqu'il s'agit pour l'artiste ou l'écrivain de résister à un modèle de mémoire ou à un régime politique – que comme sa conséquence – lorsque l'expression artistique d'une expérience singulière conduit le destinataire d'une œuvre d'art à s'interroger sur les valeurs et les normes du vivre-ensemble. Ces différents types de représentations artistiques constituent, tant pour les auteurs que pour leurs destinataires, une réponse à des événements historiques qui contribue ainsi à surmonter les effets de carence induits par une mémoire officielle lacunaire.

Organisation et présentation du volume

Ce volume collectif se propose de sonder, dans le souci d'un décroisement des disciplines et des aires géoculturelles, les stratégies de légitimation du politique impliquant la formation d'identités individuelles et collectives, soit par la (re)construction du récit historique, soit par les représentations mémorielles sous-jacentes. Le politique y est entendu au sens large, comme une instance de régulation capable d'assurer le vivre-ensemble, de résoudre des conflits d'intérêts sociaux et de hiérarchiser les objectifs indispensables à l'existence de la société⁴. Dans cette perspective, le politique est a priori perçu comme un ensemble de représentations et de pratiques structurées par les divisions, potentiellement conflictuelles, du monde social⁵. Les travaux portés ici à l'attention du lecteur couvrent des aires géoculturelles et des pays aussi variés que la Russie, l'Iran, le Liban, la France, l'Espagne et Cuba. Ils offrent ainsi un regard comparatif non seulement sur les usages de l'histoire et de la mémoire dans les discours et les

⁴ FAVRE Philippe, *Comprendre le monde pour le changer*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005.

⁵ LECA Jean, *Le Repérage du politique*, Paris, Projet, 1973.

pratiques politiques, mais aussi sur la façon dont ces usages interagissent dans l'espace public avec les discours qui émanent du pouvoir.

Dans un premier temps, Hassan Diab El Harake analyse la construction de la légitimité politique au sein de la République islamique d'Iran, à travers l'exemple de l'ayatollah Khomeiny, arrivé au pouvoir en 1979. Pour comprendre ce processus de légitimation du politique, l'auteur inscrit son étude dans le temps long de l'histoire. Dès 940, le *faqih* chiite (savant religieux) s'impose en effet comme représentant de l'Imam caché. Il puise dans la réinterprétation des textes sacrés, élément-clé d'un double processus de légitimation/dé légitimation de l'autorité politico-religieuse. Comme le montre l'auteur, la montée de Khomeiny constitue l'apogée d'un long parcours entamé par les *faqih* chiites dix siècles auparavant. Afin d'affirmer sa légitimité comme *faqih/gouverneur* à la tête de la République islamique d'Iran, Khomeiny se devait de composer avec cette longue tradition chiite de réinterprétation textuelle.

De leur côté, Aleksandra et Andreï Dorskii choisissent d'interroger, dans le souci d'une approche proprement comparative, le rôle que jouent aujourd'hui les législations mémorielles dans la légitimation même du pouvoir en Russie et en France. Ces textes de lois sont essentiellement axés sur la mémoire de la Seconde Guerre mondiale. Les gouvernants qui en ont été à l'initiative adoptent des postures différentes, en interdisant, dans le cas français, de nier l'accomplissement de leurs prédécesseurs, en glorifiant, dans le cas russe, les exploits accomplis pendant la guerre. Dans un cas comme dans l'autre, le pouvoir recherche une légitimité nouvelle. En France, il opte pour une stratégie du repentir, se présentant comme garant d'une « vérité historique », sans pour autant écarter le mérite des valeurs dont il fait la promotion auprès de ses concitoyens. En Russie, il se pose en défenseur de la mémoire contre les attaques extérieures ou intérieures dont le régime fait l'objet, puisant sa légitimité dans le mythe du « passé héroïque » de la nation, auquel il s'associe.

Les procédés d'autolégitimation du pouvoir par la mise en avant de l'idée d'une communauté de destin partagé, tout comme le thème des guerres de mémoires, sont explorés, à partir d'un autre contexte socioculturel, dans la contribution de Marta Ruiz Galbete. L'auteure s'intéresse à la construction d'un récit historique par le gouvernement actuel du Pays basque espagnol, formé après la dissolution de l'ETA. La constitution de la mémoire, traversée par des enjeux identitaires multiples, s'élabore dans un climat de tension politique, marqué par une forte dynamique d'autonomisme régional et par une controverse sur les données historiques, celles provenant de la recherche académique nationale, d'un côté, celles issues des associations locales financées par le gouvernement basque, de l'autre. La confrontation des récits s'accompagne au Pays basque de stratégies diverses, tant institutionnelles que discursives, qui privilégient l'imposition d'une « mémoire du conflit », en insistant sur la nature et le caractère particuliers des violences du passé, et en réservant une certaine légitimité à la violence terroriste de l'ETA. Les représentations mémorielles post-nationalistes interprètent ainsi l'histoire sous un angle politique, comme souhaité par le pouvoir régional, et entrent en conflit avec le récit issu des milieux académiques. De tels antagonismes à l'œuvre dans l'interprétation du passé posent le problème plus général du vivre-ensemble dans la société espagnole contemporaine.

Le maintien de la cohésion sociale se trouve toujours en ligne de mire dans les projets de société énoncés par les dirigeants politiques, dont la capacité à assurer une telle unité fonde la légitimité et la pérennité de l'action qu'ils engagent. Janice Argailot montre précisément comment, dans le cas de Cuba, ce défi a été relevé par Fidel Castro. Les discours du dirigeant révolutionnaire, puissant et talentueux orateur, ont permis de construire un espace de mémoire réinterprétant divers éléments du passé pour légitimer la Révolution à la fois comme un bien inaliénable du

peuple cubain et un héritage constitutif d'une identité collective. Ce procédé contribuait à asseoir la pérennité du régime castriste, en faisant ressortir la conception d'une nation rassemblée autour de son leader charismatique, adhérant au projet du pouvoir et à l'idée même de la continuité des valeurs révolutionnaires. Le discours castriste s'inscrit ainsi dans une matrice identitaire collective où s'entrecroisent les traits distinctifs de l'image de soi et de l'autre. Après la mort de Fidel Castro, si une certaine rupture semble s'être opérée dans le discours des nouvelles autorités cubaines, qui ont opté pour un certain pragmatisme, celle-ci ne les a pas pour autant conduits à abandonner l'héritage du passé, ni à renoncer au modèle de la mémoire révolutionnaire forgée par le défunt patriarche.

L'usage sélectif de l'histoire en vue de légitimer tel ou tel régime politique est au centre de la contribution de Sergei Fediunin, qui aborde cette problématique dans le contexte de la Russie contemporaine, à partir de l'analyse de la tribune de Vladislav Sourkov, ex-conseiller du président Poutine. Ce texte, intitulé « L'État long de Poutine » (*Dolgoe gosudarstvo Putina*), reprend dans ses grandes lignes les éléments-clés de la vision du monde des autorités russes d'aujourd'hui. Il participe d'un récit enraciné dans le recours sélectif à l'autorité des concepts et des figures historiques du passé, qui vise à donner une nouvelle légitimité à l'ordre politique actuel en Russie – et, d'une manière plus générale, aux régimes autoritaires. Publié en 2019, soit un an avant le référendum constitutionnel par lequel Vladimir Poutine s'arrogerait le droit de rester au pouvoir jusqu'en 2036, le texte de Sourkov légitime la perpétuation du régime poutinien, censé séduire la population russe par son caractère franc et son absence d'ambiguïté, et supposé mieux correspondre à l'« esprit national » du pays que le modèle des démocraties libérales. Cette armature conceptuelle d'inspiration slavophile renvoie à l'autocratie russe du XIX^e siècle. Le régime poutinien se présente ainsi sous les traits d'une réalité durable, nourrie par la reconversion des idées politiques du passé, et objectivée dans une continuité historique.

La contribution de Valéry Kossov étudie les usages de l'histoire à travers les stratégies discursives déployées par les autorités russes dans leurs opérations de communication à l'international. Son corpus comprend les interventions de plusieurs dirigeants au cours de la dernière décennie en Russie, interventions perçues comme discours par excellence du pouvoir. Tourné vers une réception à la fois externe et interne, ce discours cherche à revendiquer, à travers des représentations spécifiques de la Seconde Guerre mondiale, le statut, la place et l'action de la Russie dans le monde d'aujourd'hui. L'auteur met en lumière plusieurs procédés rhétoriques par lesquels les communicants défendent leurs positions, en soulignant la vision qu'ils cautionnent des périodes d'avant-guerre et d'après-guerre. Son travail distingue par ailleurs des cas où le recours à l'histoire dans le discours n'a pas d'autre finalité que de façonner un certain type d'identité commune entre le communicant et le destinataire censé y adhérer. Dans le même temps, cette stratégie fonctionne comme un marqueur d'altérité, ceux qui ne partagent pas l'opinion du communicant étant automatiquement considérés comme étrangers à cette identité partagée. Dès lors, la légitimité de cet Autre se trouve compromise. Ici, la légitimation du présent par le passé permet au pouvoir russe de camoufler son déficit de légitimité aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'international, mais aussi d'éviter la mise en place d'une idéocratie autoritaire figée, en lui substituant des conflits de mémoire présentés comme autant de phénomènes sociaux spontanés et multidirectionnels.

Olga Konkka⁶ se propose de sonder la réhabilitation dont la Shoah fait l'objet dans le discours produit par l'institution scolaire dans la Russie d'aujourd'hui, dans un contexte où la mémoire de la Seconde Guerre mondiale se trouve plus que jamais au centre de l'espace discursif.

⁶ Au moment de la préparation de cet ouvrage, nous apprenons le décès d'Olga Konkka.

Longtemps ignoré par l'historiographie soviétique, cet épisode effroyable de l'histoire semble peu à peu entrer dans les programmes et les manuels scolaires, sans pour autant affecter dans ses fondements le récit conventionnel de la « Grande Guerre patriotique ». L'étude du corpus, composé non seulement de manuels d'histoire, mais aussi de fiches pédagogiques rédigées par des enseignants et de dissertations d'élèves, fait ressortir plusieurs stratégies de légitimation de la place de la Shoah dans l'histoire de la guerre. Ces stratégies visent, d'une part, à attribuer à la mémoire de la Shoah une dimension universelle, en présentant cette expérience comme la garantie à la fois d'un non-retour des génocides de masse et du respect des droits humains. Leur objectif, d'autre part, est d'inscrire le récit de la Shoah dans un discours historiographique hérité de l'époque soviétique, qui focalise l'attention sur les victoires militaires plus que sur les victimes de la guerre, et qui légitime ainsi l'action des autorités soviétiques. La mémoire de la Shoah est par ailleurs externalisée dans les documents scolaires pour être projetée sur certains événements géopolitiques contemporains, comme le conflit en Ukraine, et pour appuyer la représentation de ces événements dans le discours officiel des autorités et des médias russes. La légitimation de la mémoire de la Shoah conduit *in fine* à une instrumentalisation politique qui l'éloigne de la mémoire transnationale qui s'est jusqu'ici bâtie autour d'elle dans le monde.

Les médias ont souvent partie liée à la construction des récits historiques, même s'ils occultent parfois les éléments traumatisants de la mémoire. C'est ce que montre le travail d'Anastasia Kolmogorova, qui aborde sous un angle comparatif l'usage de la mémoire de la Première Guerre mondiale dans les médias russes et français. L'auteure analyse notamment les enjeux de légitimation du récit historique à partir du rapport qui s'établit entre le sujet, l'objet et le destinataire visé par ces médias. Sur la base d'un corpus comprenant des publications de la presse française (nationale et régionale) et incluant des sources issues des médias francophones financés par le gouvernement russe, sa contribution interroge les procédés discursifs utilisés pour reconstituer le récit sur le Corps expéditionnaire russe en France pendant le premier conflit mondial. Sa réflexion éclaire les visées de légitimation de cette reconstitution, qui vont du développement et de la promotion d'un tourisme régional, pourvu de ses lieux de mémoire, à une réactualisation des relations et de la bonne entente franco-russes. La mise en discours du récit historique russe en France remplit ainsi une fonction à la fois mémorielle, médiatique et politique, dans la mesure où la promotion du tourisme régional qu'elle sert s'appuie sur la valorisation de la mémoire de la guerre, tout en projetant sur la situation internationale d'aujourd'hui le mythe des grandes alliances du passé.

Les représentations de la mémoire dans les discours à visée de légitimation, qui tantôt dialoguent mutuellement tantôt entrent en conflit, se construisent également dans les littératures nationales, auxquelles sont consacrées trois contributions de cet ouvrage. Anastasia de La Fortelle repère ainsi les grandes étapes qui jalonnent le processus de construction de la mémoire nationale en Russie depuis la perestroïka jusqu'à nos jours, en soulignant le caractère inachevé de la déstalinisation et ses conséquences sur le discours, les politiques mémorielles et ce que celles-ci reflètent dans la littérature contemporaine. Malgré le caractère fragmenté de la mémoire nationale telle qu'elle est entretenue par le pouvoir en place, la littérature poursuit sa mission mnémonique en assurant la continuité historique. L'auteure propose ainsi d'analyser des œuvres littéraires qualifiées de « métamémorielles ». Celles-ci explorent le thème de la mémoire en tant que telle et permettent de ramener vers le présent les voix des victimes du passé stalinien, souvent oubliées dans les représentations mémorielles officielles, qui mettent, elles, l'accent sur la fierté nationale. La littérature permet ainsi de reconstituer l'histoire en comblant les lacunes de la mémoire nationale ; les événements traumatiques du passé y retrouvent leur place, à côté des victoires récupérées par un État en quête de légitimation et de gloire.

La contribution de Svetlana Maslinskaïa revient sur l'usage de la mémoire de la « Grande Guerre patriotique » dans la littérature de jeunesse de la Russie contemporaine, en prenant l'exemple des pionniers-héros, figures symboliques mises en avant dans la politique éducative de l'époque soviétique. L'analyse qualitative et quantitative d'un corpus de publications, parues soit au format papier soit au format numérique au cours des vingt dernières années, permet de repérer les indices d'un retour de l'ancien culte des enfants-héros, lequel ne porte pas seulement en lui la reproduction du discours patriotique des auteurs de l'époque soviétique, mais incorpore aussi des éléments nouveaux. Des œuvres centrées sur le thème des enfants aux prises avec la guerre ont vu le jour ces dernières décennies en Russie. Si plusieurs d'entre elles, par les réflexions sur la mémoire qu'elles engagent, entrent en dissonance avec la version officielle de la guerre et la conception soviétique de l'histoire qui la sous-tend, elles demeurent somme toute assez marginales dans la société russe contemporaine. En effet, le récit dominant des pionniers-héros participe toujours du modèle traditionnel des valeurs patriotiques et rejoint sur ce point les politiques éducatives promues par l'État. Le « recyclage » du culte des pionniers-héros, observé dans diverses publications, est utilisé dans les programmes éducatifs et répond en partie à la demande d'un certain public nostalgique de l'URSS. Se calquant au final sur la vision officielle du passé véhiculée par le pouvoir en place, il permet de légitimer l'idée de la communauté historique de la nation, en cantonnant les enfants-soldats au rôle de personnages mythiques, perçus comme autant de figures immuables dans le panthéon de la mémoire nationale.

En partant de ce constat d'un retour aux valeurs patriotiques dans le récit officiel sur la guerre, une inclination assortie d'une réédition massive de la littérature de jeunesse soviétique, Laure Thibonnier se tourne vers la nouvelle de l'auteur russe contemporain Edouard Verkine, *Armée céleste*, pour interroger la place et le rôle de cette œuvre littéraire dans la construction de la mémoire de la « Grande Guerre patriotique » dans la Russie d'aujourd'hui. L'analyse de cette nouvelle, qui reprend l'histoire d'un pionnier-héros, Leonid Golikov, largement diffusée dans la littérature de jeunesse soviétique, permet d'entrevoir une représentation plus nuancée de la guerre que celle qui se développe dans le discours mémoriel dominant. Sans pour autant chercher à délégitimer la vision officielle de la guerre, Edouard Verkine engage une réflexion complexe sur les problèmes de la mémoire et de l'oubli, qui de fait dépasse le cadre mémoriel établi par le pouvoir politique.

Dans un dernier temps, Elizabeth Vauthier s'intéresse, toujours à travers la production littéraire, à la question mémorielle en lien avec la guerre civile au Liban (1975-1991). Son travail sur le roman *D'autres vies*, de l'écrivaine Imane Humaydane, met l'accent sur la diversité des mémoires dans un contexte de déracinement et de déchirement des différentes communautés en présence au Liban. Les mémoires individuelles des personnages du roman permettent-elles l'élaboration d'un récit collectif de la guerre civile aidant à reconstruire le tissu social abimé ? Telle est la question posée en substance par l'auteure. L'analyse du discours des différents protagonistes convoqués dans la fiction, notamment celui de la narratrice, Myriam, montre comment l'absence d'une histoire officielle de la guerre civile suscite encore, plusieurs années après la fin du conflit, des débats autour de la mémoire et de l'identité libanaises.

Les auteurs et maîtres d'œuvre du présent volume remercient l'ensemble des collègues et évaluateurs pour l'expertise, les conseils et les suggestions qu'ils leur ont apportés dans ce projet de publication, ainsi qu'Alexandra Beroujon, Anezka Trizuljakova pour leur traduction des contributions en russe vers le français, et Adrien Nonjon et Mélanie Sadozaï pour la relecture d'un chapitre de cet ouvrage.

Bibliographie

- FAVRE Philippe, *Comprendre le monde pour le changer*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005.
- HARTOG François, REVEL Jacques (dir.), *Les Usages politiques de l'histoire*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2001.
- LECA Jean, *Le Repérage du politique*, Paris, Projet, 1973.
- MARIN Louis, *Des pouvoirs de l'image. Gloses*, Paris, Éditions du Seuil, 1993.
- MISKIMMON Alister, O'LOUGHLIN Ben, ROSELLE Laura, *Strategic Narratives: Communication Power and the New World Order*, London, Routledge, 2014.
- NORA Pierre (dir.), *Les Lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1997.
- RICŒUR Paul, *Temps et récit*, Paris, Seuil, 1985.
- SCHARPF Fritz, « Problem-Solving Effectiveness and Democratic Accountability in the EU », *MPIfG Working Paper*, Vienna, Department of Political Science, Institute for Advanced Studies, 2006.